

« Instabilité sécuritaire et continuité des services bancaires : analyse des impacts de l'occupation armée de mouvement du 23 mars, sur les institutions financières et les épargnants dans les villes de Goma et Bukavu en RDC »

“Security Instability and Continuity of Banking Services: An Analysis of the Impacts of the Armed Occupation by the March 23 Movement on Financial Institutions and Savers in the Cities of Goma and Bukavu in DRC.”

David Mukubaganyi

Assistant à l'institut Supérieur Pédagogique de Kolwezi
Doctorant à la faculté de Science Économique et de Gestion
Université de Lubumbashi
République Démocratique Du Congo

Résumé

Cette étude examine l'impact de l'instabilité sécuritaire engendrée par l'occupation armée du mouvement M23 sur la continuité des services bancaires dans les villes de Goma et Bukavu, en République Démocratique du Congo. En mobilisant un cadre théorique pluridisciplinaire : sécurité humaine, développement sous contrainte sécuritaire, continuité des activités et systèmes financiers en zones de conflit ; la recherche met en lumière les effets économiques et sociaux de la fermeture temporaire des banques. À travers une approche mixte combinant analyse descriptive et régression logistique multinomiale, les résultats montrent que l'insécurité prolongée a restreint l'accès aux services bancaires formels, renforcé la dépendance aux solutions alternatives telles que le mobile money, et accentué les inégalités économiques. Le niveau d'instruction, le statut professionnel, la localisation géographique et la confiance envers les institutions apparaissent comme des facteurs déterminants de la résilience financière. L'étude conclut à la nécessité d'une stratégie intégrée fondée sur la gouvernance du risque, la bancarisation numérique et l'inclusion financière pour renforcer la stabilité du système bancaire congolais en contexte de conflit.

Mots-clés : instabilité sécuritaire, continuité bancaire, M23, résilience financière, inclusion financière

Abstract

This study analyzes the impact of security instability caused by the armed occupation of the M23 movement on the continuity of banking services in Goma and Bukavu, Democratic Republic of Congo (DRC). Using a multidisciplinary theoretical framework, human security, development under security constraints, business continuity, and financial systems in conflict zones, the research explores how conflict disrupts financial institutions and affects savers' economic security. A mixed methodological approach, combining descriptive statistics and a multinomial logistic regression model (Logit), was applied to survey data from both cities. The results indicate that prolonged insecurity severely limits access to formal banking services, leading to increased reliance on mobile money and informal financial networks. Education level, professional status, geographic location, and institutional trust emerge as significant determinants of financial resilience. The findings underscore the need for integrated strategies combining institutional risk governance, digital financial inclusion, and technological innovation to enhance the resilience and continuity of the Congolese banking system in conflict-affected regions.

Keywords: security instability, banking continuity, M23 conflict, financial resilience, inclusion finance.

Date of Submission: 13-10-2025

Date of Acceptance: 28-10-2025

I. Introduction

L'instabilité sécuritaire demeure l'un des principaux obstacles au développement économique et social de la République Démocratique du Congo (RDC), particulièrement dans sa partie orientale. Depuis plusieurs mois, les villes stratégiques de Goma et de Bukavu connaissent une situation de crise liée à l'occupation armée prolongée

du mouvement rebelle M23. Face à ce contexte, les autorités nationales ont été contraintes de prendre des mesures exceptionnelles, parmi lesquelles la fermeture temporaire des institutions bancaires dans les zones sous menace.

Si ces mesures visent à limiter l'infiltration du système financier par les groupes armés, à entraver leurs capacités de financement et à protéger les établissements financiers, elles entraînent néanmoins de lourdes conséquences sur la population locale. Les épargnants se retrouvent privés d'accès à leurs avoirs, alors même que les services bancaires constituent un levier essentiel pour répondre aux besoins quotidiens, soutenir les activités entrepreneuriales et pallier le déficit d'emplois formels. Cette interruption soulève dès lors d'importantes préoccupations d'ordre économique, social et humanitaire.

La présente étude se propose d'analyser les effets de l'instabilité sécuritaire sur la continuité des services bancaires dans les villes de Goma et Bukavu, en se concentrant particulièrement sur les répercussions de la suspension des activités bancaires pendant et après les conflits. Elle mettra en lumière la vulnérabilité des épargnants, les dysfonctionnements induits au sein du système financier local, ainsi que les défis auxquels l'État congolais est confronté pour concilier impératifs sécuritaires et protection des droits économiques des citoyens.

1. Bref aperçu du problème

Dans un contexte marqué par l'occupation armée prolongée des villes de Goma et Bukavu par le mouvement rebelle M23, les autorités congolaises ont été contraintes de fermer les institutions bancaires afin de préserver l'intégrité du système financier national. Si ces mesures relèvent de préoccupations sécuritaires légitimes, elles ont néanmoins engendré une interruption brutale des services bancaires, compromettant l'accès des citoyens à leurs ressources financières et paralysant les activités économiques locales. Dès lors, une question centrale se pose : Comment l'instabilité sécuritaire liée à l'occupation armée de Goma et Bukavu affecte-t-elle la continuité des services bancaires, et quelles sont les conséquences économiques, sociales et institutionnelles de cette interruption sur les populations locales et sur le système financier congolais ?

L'objet de cette étude est d'analyser l'impact de l'instabilité sécuritaire, en particulier l'occupation armée des villes de Goma et Bukavu, sur la continuité des services bancaires. Elle vise à comprendre comment la situation de conflit affecte le fonctionnement des institutions financières locales, la gestion des avoirs des épargnants, ainsi que les dynamiques économiques et sociales des populations concernées. L'étude explore également les réponses institutionnelles de l'État congolais face à ce double impératif : garantir la sécurité nationale tout en assurant la protection des droits économiques des citoyens.

2. Cadre théorique

L'analyse des effets de l'instabilité sécuritaire sur la continuité des services bancaires à Goma et Bukavu nécessite une approche multidisciplinaire, combinant des perspectives issues des théories du développement, de la sécurité humaine, de la finance en zone de conflit et de la résilience institutionnelle. Quatre théories guident cette étude.

2.1. La théorie de la sécurité humaine

Formulée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans son *Rapport mondial sur le développement humain*, la théorie de la sécurité humaine élargit la conception classique de la sécurité, en la plaçant au niveau de l'individu plutôt que de l'État. Elle repose sur sept dimensions essentielles : sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique (PNUD, 1994).

Dans le contexte de l'occupation armée de Goma et Bukavu, cette théorie permet d'analyser comment la fermeture des banques affecte la sécurité économique des citoyens : inaccessibilité aux ressources financières, incapacité à subvenir à leurs besoins, rupture des chaînes de solidarité et désintégration des activités entrepreneuriales. Amartya Sen, insiste sur le fait que le développement économique passe par l'expansion des libertés réelles, dont l'accès aux services financiers est une composante centrale (Sen, 1999).

Selon Owen (2004), l'approche par la sécurité humaine permet également de mieux intégrer les enjeux sociaux et humanitaires dans les réponses politiques à l'instabilité, en évitant une vision exclusivement militaire ou sécuritaire des conflits.

2.2. La théorie du développement sous contrainte sécuritaire

Les travaux de Paul Collier et Anke Hoeffler ont démontré que les conflits armés entraînent une dégradation structurelle du tissu économique, créant un cercle vicieux de pauvreté, de mauvaise gouvernance et de fragilité institutionnelle. Selon Collier, les pays affectés par des guerres prolongées, comme la RDC, voient leurs infrastructures détruites, leurs capitaux fuir, et leur population glisser dans l'économie informelle (Collier P., 2007).

Dans les villes comme Goma et Bukavu, cette théorie permet de comprendre comment l'insécurité affecte directement le fonctionnement du système bancaire : interruption des services, perte de confiance, et

désintégration des réseaux formels de financement. Addison et Murshed soulignent que dans les pays post-conflit, la reconstruction ne peut réussir sans un système financier stable, accessible et protégé contre les ingérences armées (Addison T. &, 2007 & 2005).

2.3. La théorie de la continuité des activités (Business Continuity Theory)

Cette théorie, largement utilisée dans le domaine de la gestion des risques, repose sur la capacité des organisations à anticiper et à surmonter les interruptions majeures afin d'assurer la continuité de leurs fonctions critiques (B & Herbane, 2010). Elle est notamment encadrée par la norme internationale qui établit les exigences pour des systèmes de gestion de la continuité d'activité (Institution, 2019).

Dans le contexte bancaire de l'Est de la RDC, cette approche permet d'analyser si les institutions financières disposent de plans pour continuité afin maintenir un minimum de services (accès aux fonds, paiements mobiles, transfert d'argent à distance) pendant les périodes de crise sécuritaire. Snedaker souligne que l'absence de tels dispositifs dans les zones à risque peut amplifier les impacts économiques et sociaux d'une crise (Snedaker, 2013).

2.4. La théorie des systèmes financiers en zones de conflit

Les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le FMI ont développé une littérature importante sur les systèmes financiers dans les États fragiles et en situation de conflit (FMI W. B., 2011 & 2022). Ces travaux montrent que les guerres entraînent des défaillances du système bancaire : perte de confiance des déposants, arrêt des prêts, fuite de capitaux, inflation incontrôlée et développement de circuits informels de financement (Beck, Demirgüç-Kunt, & Levine, 2007).

Dans les cas de Goma et Bukavu, cette théorie permet de mettre en lumière l'émergence de mécanismes parallèles (argent liquide, envoi d'argent par transporteurs, etc.), la perte de confiance dans les banques et les défis pour la Banque centrale du Congo à réguler un secteur désorganisé.

En combinant ces approches théoriques, cette étude vise à offrir une compréhension globale des impacts sécuritaires sur les services bancaires dans les zones en conflit. Ces théories montrent que la perturbation du système bancaire ne peut être réduite à une simple conséquence logistique, mais qu'elle reflète des enjeux profonds liés à la sécurité humaine, au développement durable, à la résilience organisationnelle et à la stabilité économique en contexte de guerre.

À la lumière des cadres théoriques explorés, nous nous tournons à présent vers la littérature empirique, qui met en évidence les effets réels et mesurables des conflits armés sur l'accès aux services financiers et la résilience des populations locales.

3. Revue de la littérature empirique

Les études empiriques sur les effets de l'instabilité sécuritaire et des conflits armés sur les services bancaires montrent une désorganisation profonde des systèmes financiers, en particulier dans les pays à gouvernance fragile. Collier et Hoeffler, à travers une analyse de 73 conflits civils, démontrent que les zones en guerre subissent une contraction du crédit, une fuite des capitaux et une perte de confiance dans les institutions bancaires (Collier P. &, 2004). Addison et Murshed confirment ces effets à partir d'études sur la reconstruction post-conflit, soulignant que les systèmes bancaires en Afrique subsaharienne mettent des années à se redresser, souvent sans parvenir à rétablir la confiance des usagers (Addison T. &, 2005).

Beck, Demirgüç-Kunt et Levine montrent, à partir d'une analyse sur données transnationales, que les conflits renforcent les inégalités d'accès financier et poussent les populations vers des systèmes informels (Beck T. D.-K., 2007). Honohan et Triki & Faye soutiennent que les populations rurales et pauvres deviennent particulièrement vulnérables, car elles dépendent des institutions financières pour gérer leur quotidien économique (Triki, 2011). Baydas, Meyer et Aguilera-Alfred illustrent quant à eux que l'accès au crédit, déjà restreint pour certaines catégories sociales comme les femmes, devient presque inexistant dans les périodes de troubles (Baydas, 1994).

Blattman et Miguel, sur la base d'enquêtes en Ouganda, observent une perte prolongée de capital humain et de relations bancaires formelles (Blattman, 2010). Fearon et Laitin ajoutent que l'insécurité constante dégrade le tissu social et renforce la méfiance envers les institutions (Fearon, 2003). L'augmentation du risque systémique dans les zones en conflit est également décrite par (Goodhart, 2010), appuyés par les rapports (FMI, 2022) sur les États fragiles. Snedaker et Herbane soutiennent que la mise en place de plans de continuité d'activité peut atténuer ces effets, mais que peu de banques africaines intègrent cette logique de résilience (Herbane, 2010).

Dans une perspective plus technologique, Aker et Mbiti montrent que les innovations comme le mobile banking permettent de contourner l'effondrement du réseau bancaire physique, notamment au Kenya, en Ouganda et en RDC (Aker, 2010). Cela rejoint les conclusions de World Bank et Triki & Faye, qui soulignent l'urgence de moderniser les infrastructures bancaires en zone post-conflit (Bank, 2011).

Le Billon et Keen quant à eux montrent que les conflits pour le contrôle des ressources ont des effets indirects sur les circuits financiers, alimentant un double système bancaire : formel pour les élites et informel pour les populations locales (Keen, 2012). Les travaux de North et Rodrik rappellent quant à eux que sans institutions fiables, aucun système financier ne peut résister durablement aux chocs sécuritaires (Rodrik, 2003).

Enfin, deux contributions récentes méritent attention : Minoiu & Reyes montrent que les conflits prolongés diminuent fortement l'activité bancaire mesurée par les flux de dépôts et de crédits (Minoiu, 2013) ; tandis que Demirgüç-Kunt et Klapper démontrent, avec les données du Global Findex, que les personnes vivant dans des pays en conflit sont trois fois moins susceptibles de détenir un compte bancaire formel, aggravant leur vulnérabilité en temps de crise (Demirgüç-Kunt, 2013).

4. METHODOLOGIE

Sur le plan statistique, notre analyse repose sur une démarche mixte articulant une approche descriptive et une modélisation inférentielle afin d'examiner les déterminants de la continuité des services bancaires et les stratégies d'adaptation des épargnants dans les villes de Goma et de Bukavu en contexte d'instabilité sécuritaire. Les données issues du questionnaire ont d'abord été soumises à un traitement descriptif visant à caractériser le profil socio-économique des répondants (sexe, âge, niveau d'instruction, statut professionnel, ville de résidence, durée d'utilisation des services bancaires) et à mettre en évidence les comportements financiers adoptés face à la fermeture temporaire des institutions bancaires (accès aux fonds, recours à des sources alternatives, gestion de crise, niveau de confiance envers les banques). Cette analyse descriptive, fondée sur des tableaux de fréquences et des croisements de variables, a permis de dégager les tendances générales, les écarts territoriaux entre Goma et Bukavu, ainsi que les premières indications sur la vulnérabilité économique des ménages. Dans un second temps, une analyse inférentielle a été réalisée au moyen d'une régression logistique multinomiale (modèle Logit) à l'aide du logiciel XLSTAT 2019, afin de tester les relations entre les caractéristiques socio-économiques et la probabilité d'accès aux services bancaires durant la période de crise. Cette technique statistique, adaptée aux variables dépendantes qualitatives non ordonnées, a permis d'estimer l'influence de plusieurs variables explicatives, notamment : le sexe, la tranche d'âge, le niveau d'instruction, le statut professionnel, la ville de résidence, la durée d'utilisation des services financiers, la perception de la fermeture, la présence d'alternatives bancaires, la perte de revenus, la gestion de la crise et la confiance envers les banques ; sur la variable dépendante mesurant l'accès aux services bancaires (modalités : « Oui totalement », « Oui partiellement », « Non du tout »), la modalité témoin étant « Accès Mobile Money ». L'interprétation des coefficients du modèle en termes de rapports de chances (odds ratios) a permis d'évaluer la probabilité relative d'accès aux services financiers formels par rapport aux solutions alternatives. Ce choix méthodologique se justifie par la nécessité de comprendre la dynamique des comportements financiers sous contrainte sécuritaire, d'intégrer simultanément plusieurs facteurs explicatifs et d'identifier les variables les plus déterminantes dans la résilience du système bancaire local. En outre, l'utilisation du logiciel XLSTAT a facilité la vérification des hypothèses de validité du modèle (multicolinéarité, significativité, ajustement global), garantissant la robustesse des estimations et la fiabilité des interprétations. Cette approche intégrée offre ainsi une lecture à la fois quantitative et qualitative des mécanismes par lesquels l'insécurité affecte la continuité des services financiers et la capacité d'adaptation des populations dans les zones en conflit.

5. Interprétation et discussion des résultats

L'analyse des données issues des enquêtes réalisées à Goma et Bukavu révèle des tendances marquées quant à l'impact de l'instabilité sécuritaire sur la continuité des services bancaires et les comportements d'adaptation financière des épargnants. Sur le plan descriptif, les résultats montrent une forte hétérogénéité socio-économique parmi les répondants, majoritairement jeunes, instruits et actifs dans le secteur informel ou entrepreneurial. La majorité des enquêtés déclare utiliser les services bancaires depuis plus de trois ans, ce qui traduit une certaine familiarité avec le système financier formel. Toutefois, la fermeture temporaire des banques dans un contexte d'occupation armée a entraîné une interruption brutale de l'accès aux avoirs, obligeant une large partie de la population à recourir à des mécanismes alternatifs tels que le mobile money, les réseaux familiaux ou les circuits informels. Ces résultats confirment la fragilité du lien entre institutions financières et usagers dans les zones en crise, et illustrent la désintermédiation progressive du système bancaire au profit de solutions de proximité plus résilientes.

Les analyses issues du modèle de régression logistique multinomiale confirment et précisent ces observations. La variable dépendante, mesurant l'accès aux services bancaires durant la crise, révèle que le mobile money constitue la modalité de référence la plus accessible, servant de pivot de continuité pour les transactions financières de base. Les résultats du modèle indiquent que plusieurs variables explicatives exercent une influence significative sur la probabilité d'accès aux services financiers formels. En premier lieu, le niveau d'instruction apparaît comme un déterminant majeur : les individus ayant un niveau universitaire présentent une probabilité plus élevée de maintenir un accès bancaire partiel ou total, confirmant l'idée que le capital humain favorise la

résilience financière. De même, le statut professionnel joue un rôle déterminant : les entrepreneurs et employés sont plus susceptibles d'adopter des stratégies d'adaptation (diversification des canaux, usage des services numériques) que les chômeurs ou étudiants, plus dépendants des réseaux informels. Par ailleurs, la ville de résidence se révèle discriminante : les habitants de Bukavu semblent avoir mieux conservé l'accès aux services financiers, en raison d'une moindre exposition directe aux zones d'occupation, tandis que Goma, plus affectée par l'instabilité, enregistre un recours plus marqué aux services alternatifs.

Les variables liées à la confiance envers les banques et à la perception de la gestion de crise influencent également significativement le comportement des épargnants. Les individus exprimant une confiance faible ou moyenne manifestent une plus forte propension à se détourner du système bancaire formel, rejoignant les analyses de (Beck T. D.-K., 2007) sur la corrélation entre confiance institutionnelle et inclusion financière. De même, l'existence d'un plan d'urgence mis en place par certaines banques locales constitue un facteur positif de maintien de la relation clientèle, soulignant l'importance de la résilience organisationnelle dans les zones à haut risque, comme l'ont théorisé (Herbane, 2010) et (Snedaker, 2013). Enfin, les variables relatives à la perte de revenus et à la durée d'utilisation des services bancaires confirment que l'expérience financière antérieure et la stabilité économique influencent la capacité d'adaptation des ménages face à la crise.

Ces résultats empiriques corroborent les cadres théoriques mobilisés. D'un point de vue de la sécurité humaine (PNUD, 1994) ; (Sen, 1999), la fermeture des banques et la restriction d'accès aux ressources financières constituent une atteinte directe à la sécurité économique des individus, réduisant leur liberté réelle et leur capacité à satisfaire leurs besoins essentiels. L'approche du développement sous contrainte sécuritaire (Collier P., 2007) ; (Addison T. &., 2005) trouve également confirmation : l'insécurité prolongée déstructure les circuits financiers formels, amplifie la pauvreté et favorise la dépendance à l'économie informelle. En outre, les résultats montrent la pertinence de la théorie de la continuité des activités, les institutions ayant anticipé des plans d'urgence ou des dispositifs alternatifs (comme les services mobiles) ayant mieux résisté à la crise, illustrant le rôle central de la planification stratégique dans la résilience bancaire. Enfin, la théorie des systèmes financiers en zones de conflit (FMI, 2022) ; (Beck, Demirgüç-Kunt, & & Levine, 2007) se vérifie pleinement : l'instabilité entraîne une dualisation du système financier, avec coexistence d'un circuit formel affaibli et d'un circuit informel en expansion rapide.

Dans l'ensemble, l'analyse statistique met en évidence un double constat. D'une part, la continuité des services bancaires dans un contexte de guerre demeure limitée, les mécanismes de résilience reposant davantage sur les innovations technologiques (mobile money) et les solidarités communautaires que sur les dispositifs institutionnels. D'autre part, les résultats soulignent l'urgence, pour les autorités congolaises et les établissements financiers, de renforcer la gouvernance du risque et la protection des usagers, notamment à travers des politiques de bancarisation numérique, de communication transparente et de développement de solutions financières inclusives. Ces conclusions rejoignent la littérature empirique sur les économies post-conflit, qui souligne que la stabilité financière ne peut être restaurée sans une sécurité humaine durable et une confiance renouvelée entre les institutions bancaires et la population.

Pour notre part nous estimons que, l'ensemble des résultats obtenus met en lumière l'ampleur des perturbations que l'instabilité sécuritaire engendre sur le système bancaire et sur la sécurité économique des populations locales. L'analyse statistique, combinant exploration descriptive et modélisation logistique multinomiale, a révélé que la continuité des services bancaires dans les villes de Goma et Bukavu dépend à la fois de facteurs individuels (niveau d'instruction, statut professionnel, expérience financière) et institutionnels (confiance, plan d'urgence, gestion de crise). Ces déterminants, étroitement liés à la structure socio-économique et au degré d'exposition à l'insécurité, traduisent la fragilité du système financier congolais face aux chocs sécuritaires répétés. La fermeture temporaire des banques a exacerbé les inégalités d'accès aux ressources, tout en accélérant la substitution vers des canaux informels et numériques comme le mobile money, devenu un instrument central de résilience financière. En définitive, les résultats confirment que la continuité des services bancaires en période de conflit ne peut reposer uniquement sur des mesures de sécurité, mais requiert une stratégie intégrée associant innovation technologique, gouvernance institutionnelle et inclusion financière durable. Cette conclusion ouvre la voie à une réflexion plus large sur les mécanismes de renforcement de la résilience bancaire et de protection des épargnants dans les contextes fragiles, que la prochaine section consacrera à explorer à travers des recommandations opérationnelles et prospectives.

II. CONCLUSION GENERALE

L'instabilité sécuritaire persistante dans l'Est de la République Démocratique du Congo, notamment à Goma et Bukavu, met en évidence la profonde vulnérabilité des systèmes financiers face aux dynamiques conflictuelles. Cette étude a montré que les répercussions de l'occupation armée du mouvement M23 vont bien au-delà des enjeux militaires : elles affectent directement la continuité des services bancaires, la confiance institutionnelle et la sécurité économique des citoyens. En s'appuyant sur un cadre théorique multidimensionnel ; articulant les approches de la sécurité humaine, du développement sous contrainte sécuritaire, de la continuité des

activités et des systèmes financiers en zones de conflit ; l'analyse a permis de démontrer que la fermeture temporaire des institutions bancaires a fragilisé l'accès aux ressources monétaires, désorganisé les circuits de financement formel et exacerbé la dépendance des populations aux mécanismes informels de survie économique.

Les résultats empiriques, issus d'une double approche descriptive et inférentielle par régression logistique multinomiale, confirment que la continuité bancaire est fortement conditionnée par des facteurs socio-économiques (niveau d'éducation, statut professionnel, localisation géographique) et institutionnels (confiance, communication, dispositifs de gestion de crise). Ils révèlent également une tendance structurelle à la réorientation des pratiques financières vers des solutions technologiques alternatives, notamment le mobile money, devenu un levier majeur de résilience face à la désorganisation du système bancaire formel. Ces constats rappellent que la stabilité économique et la sécurité humaine sont intimement liées, et que la perte d'accès aux services bancaires constitue une atteinte directe aux droits économiques fondamentaux des populations.

Dans cette perspective, l'étude propose une stratégie articulée autour de trois axes interdépendants : le renforcement institutionnel, à travers la mise en œuvre de plans de continuité d'activité et d'une gouvernance du risque adaptée aux contextes de conflit ; la transition technologique, par le développement de solutions numériques sécurisées et interopérables ; et la protection socio-économique, par la promotion de l'inclusion financière, de la microfinance communautaire et de l'éducation économique. Ensemble, ces orientations offrent une base de réflexion pour repenser la régulation du système financier congolais dans une logique de durabilité et de résilience.

Au-delà du cas de la RDC, cette recherche met en évidence une réalité plus large : dans les zones de fragilité politique, la stabilité bancaire ne peut être dissociée de la sécurité humaine et de la gouvernance démocratique. Elle invite ainsi les décideurs, les institutions financières et les chercheurs à considérer la continuité des services bancaires non pas comme une simple exigence technique, mais comme un enjeu de souveraineté, de justice économique et de paix durable. En définitive, la reconstruction d'un espace financier sûr et inclusif dans l'Est du Congo ne peut se concevoir sans une approche intégrée liant sécurité, développement et confiance institutionnelle, trois piliers indissociables d'une stabilité véritablement humaine et durable.

Piste de solution et perspectives

À la lumière des constats empiriques et des analyses théoriques développés précédemment, il apparaît essentiel de repenser les mécanismes de continuité et de résilience du système bancaire congolais dans un contexte d'instabilité sécuritaire prolongée. Les perturbations observées à Goma et Bukavu démontrent que la protection du système financier ne peut se limiter à des mesures de sécurité défensives ; elle doit s'inscrire dans une stratégie intégrée alliant gouvernance institutionnelle, innovation technologique et inclusion socio-économique.

1. Axe institutionnel : renforcer la gouvernance du risque et la résilience organisationnelle

Sur le plan institutionnel, la première priorité consiste à consolider la capacité du système bancaire national à fonctionner en contexte de crise. Il s'agit pour la Banque centrale du Congo et les établissements financiers de mettre en place des plans de continuité d'activité (PCA) conformes aux standards internationaux (ISO 22301), intégrant des scénarios spécifiques liés aux conflits armés, aux déplacements de population et aux coupures prolongées de communication. Ces dispositifs devraient inclure des protocoles de communication d'urgence, des procédures d'accès sécurisé aux données bancaires et des mesures de délégation opérationnelle permettant la continuité minimale des services essentiels (paiements, transferts, retraits). Par ailleurs, un renforcement des mécanismes de régulation et de supervision prudentielle s'impose, notamment en matière de liquidité et de gestion du risque systémique dans les zones de conflit. La création d'un comité national de résilience financière, associant autorités monétaires, banques commerciales et partenaires internationaux, pourrait constituer un cadre permanent de coordination et de prévention des crises. Enfin, la formation du personnel bancaire à la gestion de crise et à la sécurité opérationnelle doit devenir un volet prioritaire de la stratégie institutionnelle.

2. Axe technologique : promouvoir la bancarisation numérique et l'interopérabilité des services

L'analyse empirique a mis en évidence le rôle central du mobile money comme instrument de continuité financière en période d'instabilité. Cette observation souligne la nécessité de renforcer l'intégration technologique entre banques et opérateurs de téléphonie mobile afin de garantir l'interopérabilité des plateformes et la fluidité des transactions, même en situation de crise. Les autorités de régulation devraient encourager le développement d'un écosystème de finance numérique sécurisé, appuyé sur des infrastructures de communication résilientes et des dispositifs de cybersécurité adaptés. Dans cette optique, la mise en œuvre d'un cadre réglementaire unifié pour la finance digitale, intégrant les exigences de protection des données et de lutte contre le blanchiment, apparaît indispensable. De plus, le déploiement de solutions hors ligne (offline banking) dans les zones à faible connectivité ; par exemple via des terminaux sécurisés, des guichets mobiles ou des applications à synchronisation différée ; permettrait d'assurer la continuité des opérations en cas de rupture de réseau. À long terme, l'adoption d'outils de traçabilité numérique et de technologies blockchain pourrait renforcer la transparence et la confiance entre institutions et usagers dans les contextes fragiles.

3. **Axe socio-économique : favoriser l'inclusion financière et la protection des épargnants**

Sur le plan socio-économique, la crise a révélé la vulnérabilité des ménages face à la dépendance au système bancaire formel. Il importe dès lors de promouvoir des politiques publiques centrées sur la sécurité économique des populations. L'État congolais, en collaboration avec les banques et les ONG de développement, devrait développer des mécanismes de microfinance communautaire et de fonds de solidarité d'urgence permettant aux ménages affectés d'accéder à des liquidités minimales en cas de blocage du système bancaire. Parallèlement, des programmes d'éducation financière et numérique doivent être intensifiés, notamment auprès des femmes, des jeunes et des acteurs du secteur informel, afin de renforcer leurs capacités d'adaptation face aux chocs économiques. Le renforcement des partenariats public-privé dans la bancarisation rurale et la digitalisation des paiements publics (salaires, aides sociales, transferts humanitaires) peut également contribuer à élargir la base de la résilience financière nationale. Enfin, la protection des épargnants devrait être intégrée dans un cadre juridique spécifique, garantissant le remboursement prioritaire des dépôts en cas de défaillance bancaire liée à un événement sécuritaire.

BIBLIOGRAPHIE

- [1]. (n.d.).
- [2]. Addison, T. &. (2005). Post-conflict reconstruction in Africa. *Journal of African Economies*, 77–98.
- [3]. Addison, T. &. (2007 & 2005). Post-conflict reconstruction in Africa.”. *Journal of African Economies*, 77–98.
- [4]. Aker, J. C. (2010). Mobile phones and economic development in Africa. *Journal of Economic Perspectives*, 207–232.
- [5]. B, & Herbane. (2010). Small business research: Time for a crisis-based view. *international Small Business Journal*, 43–64.
- [6]. Bank, W. (2011). *Financial Sector Assessment: Democratic Republic of Congo*. Washington, DC.: World Bank.
- [7]. Baydas, M. M.-A. (1994). Discrimination against women in formal credit markets. 22(7), . *World Development*, , 1027–1039.
- [8]. Beck, T. D.-K. (2007). Finance, inequality and the poor. . *Journal of Economic Growth*, 27–49.
- [9]. Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of Economic Growth*,, 27–49.
- [10]. Blattman, C. &. (2010). Civil war. *Journal of Economic Literature*, 3–57.
- [11]. Collier, P. &. (2004). “Greed and Grievance in Civil War.”. *Oxford Economic Papers*, 563–595.
- [12]. Collier, P. &. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, 563–595.
- [13]. Collier, P. (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*.
- [14]. Demirgüç-Kunt, A. &. (2013). Measuring financial inclusion: Explaining variation in use of financial services across and within countries. *Brookings Papers on Economic Activity*, 279–340.
- [15]. Fearon, J. D. (2003). Ethnicity, insurgency, and civil war. *American Political Science Review*, 75–90.
- [16]. FMI. (2022). *Fragile States and Financial Systems*. Washington, DC: Fonds Monétaire International.
- [17]. FMI, W. B. (2011 & 2022). *Financial Sector Assessment: Democratic Republic of Congo*. World Bank.
- [18]. Goodhart, C. &. (2010). Financial stability in developing economies. *Journal of Financial Stability*, 142–148.
- [19]. Herbane, B. (2010). Small business research: Time for a crisis-based view. *International Small Business Journal*, 43–64.
- [20]. Institution, B. S. (2019). *Security and Resilience – Business Continuity Management Systems – Requirements*.: Institution, British Standards.
- [21]. Keen, D. (2012). *Useful Enemies: When Waging Wars Is More Important Than Winning Them*. Moreal: Yale University Press.
- [22]. Minoiu, C. &. (2013). A network analysis of global banking. *Journal of Financial Stability*, 168–184.
- [23]. Owen, T. (2004). Human Security – Conflict, Critique and Consensus. *Security Dialogue*,, 373–387.
- [24]. PNUD, R. (1994). *Human Development Report 1994: New Dimensions of Human Security*. PNUD .
- [25]. Rodrik, D. (2003). Institutions, integration, and geography. *Journal of Economic Literature*, 295–334.
- [26]. Sen, A. (1999). *Development as Freedom*.. Oxford: Oxford University Press.
- [27]. Snedaker, S. (2013). *Business Continuity and Disaster Recovery Planning for IT Professionals*. Waltham, MA : Syngress.
- [28]. Triki, T. &. (2011). *Financial Inclusion in Africa*. . African Development Bank.